

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 GRENOBLE

GRENOBLE, le 04/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/08/2022

Contexte et constats

Publié sur



LELY EVAC'ORDURES

37 Rue Pierre Sépard
BP 20064
38600 FONTAINE

Références : 2022-Is079T4
Code AIOT : 0006103167

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/08/2022 dans l'établissement LELY EVAC'ORDURES implanté lieu-dit L'Echaillon 38210 ST QUENTIN SUR ISERE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LELY EVAC'ORDURES
- lieu-dit L'Echaillon 38210 ST QUENTIN SUR ISERE
- Code AIOT : 0006103167
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

La société LELY ENVIRONNEMENT exploite sur la commune de Saint-Quentin-sur-Isère un centre de stockage de déchets non dangereux. Le site compte également une plateforme mâchefers, une plateforme de compostage et une plateforme de bois.

Les activités sont régies par plusieurs arrêtés préfectoraux dont l'arrêté préfectoral d'autorisation (AP) n° DDPP-IC-2017-12-19 du 19 décembre 2017, et l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) n° DDPP-IC-2019-04-17 du 17 avril 2019 (agrandissement de la plateforme bois).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- contrôle des déchets entrants ;
- installation de traitement du bois Sortie de Statut de Déchet
- suivi de la mise en demeure de 2021 ;
- envois des déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Contrôle de l'entrée en décharge : déchets admissibles	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 3	/	Lettre de suite préfectorale	
2	Contrôle de l'entrée en décharge : déchets admissibles	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 27	/	Lettre de suite préfectorale	
3	procédure d'acceptation préalable	Arrêté Préfectoral du 19/12/2017, article 8.5	/	Lettre de suite préfectorale	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	contrôle visuel des intrants	Arrêté Ministériel du 29/07/2014, article 1.4	/	Sans objet
5	Qualité des broyats	Arrêté Ministériel du 29/07/2014, article 3.2	/	Sans objet
6	Qualité des broyats	Arrêté Ministériel du 29/07/2014, article 3.3	/	Sans objet
7	Qualité des broyats	Arrêté Ministériel du 29/07/2014, article 3.4	/	Sans objet
8	Suivi de la mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 23/06/2021, article 1	/	Sans objet
9	Envois des déchets	Arrêté Préfectoral du 19/12/2017, article 8.10	/	Sans objet

2-3) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle de l'entrée en décharge : déchets admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contrôle de l'entrée en décharge : déchets admissibles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets suivants ne sont pas autorisés à être stockés dans une installation de stockage de déchets non dangereux : - les déchets valorisables listés à l'article R. 541-48-3 du même code et destinés à être éliminés dans l'installation ; « - les déchets dont le producteur n'a pas justifié, conformément à l'article R. 541-48-4 du même code, du respect des obligations de tri qui s'imposent à lui en application des articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1, L. 541-21-2-2 du même code et de leurs modalités d'application ; « - les déchets ménagers et assimilés pour lesquels la collectivité locale en charge de la collecte n'a pas justifiée, conformément à l'article R. 541-48-4 du même code, du respect des obligations de collecte séparée prévues par l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales ;
Constats : L'organisation actuelle répond en partie à la prescription : Concernant le nouvel article R541-48-3 du code de l'environnement applicable depuis janvier 2022, le chargement de bennes comprenant une certaine quantité de déchets valorisables vers une élimination en centre de stockage est interdite. L'exploitant indique exploiter depuis près de 3 ans une plateforme de pré-tri sur le centre de Saint Quentin dont l'objectif est de pouvoir retirer la part de déchets valorisables d'un chargement détecté par le contrôle visuel appliqué par Lely à l'entrée sur le site ou lors de la récupération chez le producteur par un camion Lely. Quant au nouvel article R541-48-4 du code de l'environnement applicable depuis janvier 2022, il prévoit que les producteurs de déchets attestent sur l'honneur annuellement de : "1° La liste de leurs obligations de tri ; 2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées." Actuellement, les producteurs sont tenus au renseignement annuel d'une fiche d'information préalable, comprenant notamment les informations relatives au caractère ultime du déchet au sens de l'article L541-1 du code de l'environnement, sans pour autant fournir les informations demandées plus haut. Ces éléments ont été intégrés à une version projet de la fiche d'information préalable, dont le déploiement est prévu en 2023. La DREAL note qu'actuellement l'organisation du site ne permet pas de répondre totalement aux récentes évolutions réglementaires mais que pour autant l'organisation en place permet de n'enfouir que des déchets ultimes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 2 : Contrôle de l'entrée en décharge : déchets admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contrôle de l'entrée en décharge : déchets admissibles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour être admis dans une installation de stockage les déchets satisfont à la transmission par le producteur ou le détenteur des déchets, des documents prévus à l'article R. 541-48-4 du code de l'environnement permettant de justifier du respect des obligations du producteur des déchets. Cette transmission ne concerne pas les déchets listés au III de l'article R. 541-48-4
Constats : Voir constat précédent concernant l'attestation sur l'honneur et l'évolution de la fiche d'information préalable
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 3 : procédure d'acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2017, article 8.5
Thème(s) : Risques chroniques, procédure d'acceptation préalable
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets non visés à l'article précédent sont soumis à la procédure d'acceptation préalable définie au présent article. Cette procédure comprend deux niveaux de vérification : la caractérisation de base et la vérification de la conformité. Le producteur ou le détenteur du déchet fait en premier lieu procéder à la caractérisation de base du déchet définie au point 1 de l'annexe 6. Le producteur ou le détenteur du déchet fait procéder ensuite, et au plus tard un an après la réalisation de la caractérisation de base, à la vérification de la conformité. Cette vérification de la conformité est à renouveler au moins une fois par an. Elle est définie au point 2 de l'annexe 6. Un déchet n'est admis dans une installation de stockage qu'après délivrance par l'exploitant au producteur ou au détenteur du déchet d'un certificat d'acceptation préalable. Ce certificat est établi au vu des résultats de la caractérisation de base et, si celle-ci a été réalisée il y a plus d'un an, de la vérification de la conformité. La durée de validité d'un tel certificat est d'un an au maximum. Pour tous les déchets soumis à la procédure d'acceptation préalable, l'exploitant précise lors de la délivrance du certificat la liste des critères d'admission retenus parmi les paramètres pertinents définis au point 1 d de l'annexe 6. Le certificat d'acceptation préalable est soumis aux mêmes règles de délivrance, de refus, de validité, de conservation et d'information de l'inspection des installations classées que l'information préalable à l'admission des déchets.
Constats : Selon le type de déchets, la caractérisation de base comprend des analyses réalisées en laboratoire sur des paramètres variés : métaux, indice phénols, fluorures, etc. Les valeurs limites conditionnant l'acceptation du déchet en centre de stockage sont déterminées par l'exploitant de l'ISDND. Le certificat d'acceptation préalable fourni par l'exploitant au producteur de déchets ne comprend pas ces valeurs limites. La DREAL considère que l'absence de cette information représente une non conformité vis-à-vis de la prescription "Pour tous les déchets soumis à la procédure d'acceptation préalable, l'exploitant précise lors de la délivrance du certificat la liste des critères d'admission retenus parmi les paramètres pertinents définis au point 1 d de l'annexe 6".
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 4 : contrôle visuel des intrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2014, article 1.4
Thème(s) : Risques chroniques, respect des critères SSD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le personnel compétent de l'installation effectue une inspection visuelle des intrants, comprenant une vigilance concernant d'éventuelles odeurs suspectes. Le personnel reçoit une formation à la détection des composantes ou caractéristiques matérielles qui permettent de détecter les emballages en bois qui seraient susceptibles de contenir des métaux lourds ou des composés organiques halogénés. La procédure de détection et de gestion de ces emballages en bois est consignée dans le cadre du système de gestion de la qualité. Lorsqu'une inspection visuelle éveille des suspicions concernant la présence de métaux lourds ou de composés organiques halogénés, le personnel compétent refuse l'emballage en bois dans le processus de sortie de statut de déchet et l'oriente dans les filières adaptées et dûment autorisées à les recevoir.
Constats : Les déchets de bois acceptés par Lely concernant les chargements destinés à la procédure de sortie de statut de déchet sont limités aux palettes, cagettes, tourets, déchets de scierie, déchets issus de l'activité sylvicole. Les déchets type bois peints, agglomérés, traités sont interdits. Le contenu de la formation permettant de distinguer les déchets acceptés des déchets interdits a été présenté aux inspectrices de la DREAL. La procédure d'accueil, de contrôle et de traitement des emballages bois pour valorisation thermique a également été présentée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Qualité des broyats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2014, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, respect des critères SSD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les broyats d'emballages en bois ne comportent pas de corps étrangers de taille visible à l'œil humain. Les corps étrangers sont notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> -métaux ferreux et non ferreux ; -pierres, terre, verre ; -huiles, émulsions huileuses, lubrifiants et graisses ; -plastiques.
<p>Constats : Les déchets destinés à la filière SSD suivent plusieurs étapes avant détermination de leur statut SSD. Un contrôle visuel à chaque chargement de déchets permet de repérer d'éventuels corps étrangers et de les retirer. Un pré-broyage est appliqué afin de retirer d'éventuelles parties métalliques de grandes tailles, les déchets sont ensuite broyés finement et les éléments métalliques sont retirés par courant de Foucault et aimant. Un contrôle visuel est réalisé après broyage. L'exploitant précise qu'il est difficile de se prémunir de tout corps étrangers, notamment plastique. Néanmoins, l'organisation permet de fortement les limiter.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Qualité des broyats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2014, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, respect des critères SSD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les broyats d'emballages en bois ne dépassent pas les teneurs en chacun des composés suivants :</p>
<p>Constats : Les analyses sont réalisés sur la saison de chauffe une fois par mois. La procédure SSD chez Lely est soumise à la norme ISO 9001 qui possède un référentiel détaillant la démarche à appliquer pour réaliser les analyses (échantillonnage, taille des lots etc). L'exploitant a indiqué que la production de bois SSD était en cours, et que les premières analyses de la saison seraient disponibles mi-septembre. Les résultats ont été transmis à la DREAL par courriel du 3 octobre : Le prélèvement du 25 août «Analyse semaine 37 » a montré un dépassement en PCP : 3.3 mg/kg MS au lieu de 3. Une seconde analyse « Analyse semaine 39 » a été faite, conforme cette fois-ci. Conformément à l'article 3.4 de l'annexe I de l'AM du 29/07/2014, le bois est considéré conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Qualité des broyats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2014, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, respect des critères SSD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le personnel compétent effectue une inspection visuelle des broyats d'emballages en bois après broyage.</p> <p>Le personnel reçoit une formation à la détection des composantes ou caractéristiques matérielles qui permettent de détecter les broyats d'emballages en bois qui seraient susceptibles de ne pas être conformes aux points 3.2 et 3.3. La procédure de détection et de gestion de ces broyats d'emballages en bois est consignée dans le cadre du système de gestion de la qualité.</p> <p>Lorsqu'une inspection visuelle éveille des suspicions concernant les broyats d'emballages en bois, le personnel compétent prend les mesures complémentaires de contrôle appropriées (échantillonnage et analyse le cas échéant).</p> <p>Des analyses sont réalisées sur l'ensemble des paramètres du critère 3.3 sur un lot sortant issu exclusivement du traitement de déchets mentionnés à la section 1. Ces analyses sont réalisées sur un échantillon prélevé suivant un plan d'échantillonnage approprié et consigné dans le manuel de gestion de la qualité. Ces analyses sont réalisées au moins deux fois par an pour les installations de capacité inférieure à 50 tonnes journalières et quatre fois par an pour les installations de capacité supérieure à 50 tonnes journalières. Les analyses demandées doivent être réalisées par une tierce partie externe indépendante.</p> <p>Les résultats d'analyses réalisées sur un lot sortant doivent avoir prouvé la conformité aux seuils du critère 3.3 avant que des lots sortants de l'installation puissent cesser d'être des déchets.</p>
<p>Constats : Des analyses mensuelles lors de la saison de chauffe, c'est à dire la saison de production du bois SSD, sont menées par l'exploitant. Une chaufferie de la métropole de Grenoble a indiqué recevoir régulièrement du bois SSD dont certains paramètres (cuivre, plomb, PCP par exemple) font l'objet de dépassements. A titre d'exemple, une concentration en plomb a été mesurée à 169 mg/kg pour une teneur maximale de 50 mg/kg en février 2021.</p> <p>En réponse à ce retour d'expérience, Lely indique que 20 à 30% des analyses mensuelles présentent un dépassement. La réglementation autorise une deuxième analyse pour confirmer ou infirmer, Lely indique avoir toujours eu de valeurs conformes en deuxième analyse. L'exploitant indique avoir également limiter les types de déchets bois autorisés en filière SSD afin de privilégier la qualité, ce qui lui a permis d'améliorer ses analyses. Il indique également que du fait de la diversité de bois, la représentativité des résultats est difficile à atteindre au vu de la quantité de bois prélevée par rapport à la quantité de bois dans un lot. Faire des lots plus restreints n'est pas possible pour des raisons de place sur la plateforme, de logistique et d'efficacité du process.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Suivi de la mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/06/2021, article 1
Thème(s) : Situation administrative, suivi de la mise en demeure
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société LELY ENVIRONNEMENT (siège social : 37 rue Pierre Sépard, 38600 FONTAINE) exploitant une plateforme regroupant diverses activités spécialisées dans le tri, transit, traitement, stockage de déchets au lieu dit l'Echaillon sur la commune de SAINT-QUENTIN-SUR-ISERE (38210) est mise en demeure de respecter :</p> <p>1/l'article 1.9.1 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n° DDPP-IC-2017-12-19 du 19 décembre 2017 avant le 31 décembre 2021 ;</p> <p>2/l'article 1 de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 en déclarant sur l'application GIDAF les résultats des mesures issues de l'auto-surveillance de l'année 2020 avant le 31 août 2021 ;</p> <p>3/le chapitre 8.16 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n° DDPP-IC-2017-12-19 du 19 décembre 2017 en transmettant à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement les rapports annuels d'activité des années 2019 et 2020 avant le 30 juin 2021 ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Le point 1 de la mise en demeure concernait la régularisation administrative de la plateforme de bois, la quantité stockée étant supérieure à la quantité autorisée. L'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance auprès du préfet qui est en cours d'instruction par la DREAL. Ce point est levé</p> <p>Le point 2 de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure concerne l'obligation de transmission des résultats de l'auto-surveillance des rejets aqueux et des eaux souterraines par l'application GIDAF. L'exploitant dispose dorénavant d'un cadre de surveillance à jour et d'un onglet "rapport annuel" pour la transmission des résultats d'analyse et du rapport annuel d'activité. L'exploitant a commencé à renseigner les résultats de l'auto-surveillance. Ce point est levé</p> <p>Le point 3 concernait l'obligation de transmettre les rapports annuels à l'inspection : les rapports 2017, 2018 et 2019 ont été transmis par mail le 2 septembre 2022, les rapports 2020 et 2021 par mail du 30 septembre 2022.</p> <p>La DREAL propose de lever la mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Envol des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2017, article 8.10
Thème(s) : Risques chroniques, Envol de déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le mode de stockage permet de limiter les envols de déchets et d'éviter leur dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes. Si nécessaire, l'exploitant met en place un système, adapté à la configuration du site, qui permet de limiter les envols et de capter les éléments légers néanmoins envolés. Il procède régulièrement au nettoyage des abords de l'installation.
Constats : La DREAL a constaté la présence de divers plastiques sur le chemin pédestre bordant le site et longeant l'Isère. Ils ont tous été récupérés le lendemain de la visite, des photos ont été transmises à la DREAL. L'inspection rappelle à l'exploitant que des rondes régulières doivent permettre de récupérer l'ensemble des déchets susceptibles de s'envoler, malgré les filets anti envols mis en place. Des plaintes régulières pointent les déchets retrouvés en bordure du centre de stockage. L'exploitant indique réfléchir à diverses solutions pour remplacer les filets qui laissent passer certains déchets légers les jours de vents importants. La DREAL sera tenue informée des solutions mises en œuvre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet